



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC SEMAINE DU 6 AU 13 SEPTEMBRE 2017

Activités des composantes de la MONUSCO :

L'Envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Région des Grands Lacs, Saïd Djinnit accompagné des membres du Comité d'appui technique pour la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, a rencontré le 8 septembre, les autorités locales et la société civile de Beni au Nord-Kivu.

Cette visite de terrain avait pour objectif d'évaluer les progrès réalisés et les difficultés rencontrées dans la neutralisation des forces négatives. Il était également question de formuler des recommandations qui seront soumises aux États membres signataires de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba pour examen lors de la huitième réunion de haut niveau du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre.

Le Maire de la ville de Beni a insisté sur le besoin de poursuivre et de renforcer l'appui aux Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC). La société civile quant à elle, a émis le vœu de voir la Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO renforcée afin qu'elle poursuive sa contribution pour la neutralisation des forces négatives. La société civile a également souligné le besoin de projets de stabilisation et de développement de la région de Beni afin de favoriser l'emploi des jeunes et de prévenir leur adhésion à des groupes armés.

A Beni toujours, le Directeur du bureau de la MONUSCO, la section des Affaires civiles et celle de l'Information publique ont échangé le 7 septembre, avec les représentants de la communauté pygmée de Mavivi sur la situation sécuritaire dans cette partie du pays. L'objectif était d'impliquer cette communauté dans le système d'alerte précoce de la MONUSCO.

Dans le cadre de ses actions de soutien à la population de Beni, le contingent indien de la police de la MONUSCO a pour sa part, pris en charge les frais scolaires de 16 orphelins pendant un an.

Protection de l'enfant

La Cour militaire opérationnelle siégeant à Beni a prononcé, le 11 septembre dernier, ses premières condamnations pour recrutement et utilisation d'enfants. Ces condamnations représentent une avancée majeure dans la lutte contre l'impunité des auteurs de violations graves des droits de l'enfant.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Ce sont au total, cinq membres du groupe armé ADF qui ont été jugés coupables. La section Protection de l'enfant de la MONUSCO se dit profondément satisfaite de ces condamnations et de la contribution du projet de lutte contre l'impunité financé par le gouvernement de la Belgique dans l'obtention d'un tel résultat.

Les enfants sont régulièrement victimes de violations graves de leurs droits fondamentaux dans les provinces des Kasai et dans l'est de la République démocratique du Congo. Selon le rapport de la section Protection de l'enfant de la MONUSCO couvrant la semaine du 4 au 8 septembre dernier, 94 enfants (72 garçons et 22 filles) ont été victimes de violence sexuelle, d'enlèvement, de recrutement et d'utilisation comme combattants, porteurs, cuisiniers, gardiens de fétiches, etc.

Sur l'ensemble des violations documentées durant la période en examen, près de 91 % concernent des cas de recrutement et d'utilisation d'enfants. Certains d'entre eux n'ont pas atteint l'âge de 15 ans. Ceci constitue un crime de guerre. La milice Kamuina Nsapu est responsable de 75% des cas, soit plus de 60 enfants victimes. Le reste est attribuable aux groupes armés Mayi-Mayi Mazembe, UDPI, NDC Renové, Mayi Mayi Yakutumba, FRPI, Nyatura, Mayi-Mayi Charles, et FDLR Foca.

Les 8 et 12 septembre à Nganza dans la commune de Kananga, la section Protection de l'enfant de la MONUSCO a participé aux côtés du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH), la section des Affaires civiles de la MONUSCO, la police MONUSCO (UNPOL), Radio Okapi, UNICEF, BNCE (Bureau National Catholique pour l'Enfance) et RACOF (Réseau des Associations congolaises de Jeunes), à une activité de plaidoyer et de sensibilisation pour la reddition pacifique des membres de la milice Kamuina Nsapu.

La section Protection de l'enfant a insisté sur la cessation immédiate du recrutement et de l'utilisation d'enfants par cette milice. De plus, elle a recommandé que tous les enfants regagnent le chemin de l'école et rejoignent leur famille respective afin de retrouver une vie normale. Au cours de cette activité, un total de 290 enfants dont 59 filles, ont été séparés de la milice Kamuina Nsapu et remis aux ONG partenaires de l'Unicef.

Dans le souci de soulager les souffrances des enfants touchés par le conflit dans les Kasai et de soutenir les actions des structures d'accueil des enfants qui ont été séparés ou se sont échappés de la milice Kamuina Nsapu, la MONUSCO a offert des centaines de matelas aux centres de transit et d'orientation (CTO) basés à Kananga. Ces centres accueillent et prennent quotidiennement soin des enfants durant le processus de recherche et de réunification familiale.

Droits de l'Homme :

Du 12 au 13 septembre 2017, le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme organise à Kalemie, la formation des avocats, défenseurs judiciaires et ONG.

L'objectif est de renforcer les compétences de ces acteurs en matière de pratique professionnelle et de stratégie d'action dans la protection des victimes et témoins en justice pénale ainsi que de favoriser un échange

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

d'expériences entre avocats et les membres de la société civile chargés d'assister ou de représenter des victimes de violations graves des droits humains et des crimes internationaux et des violences sexuelles.

Une autre formation destinée aux autorités judiciaires et militaires FARDC sur le rôle et les bonnes pratiques dans la protection des victimes, des témoins et du personnel judiciaire en matière de violences sexuelles dans les zones de conflit armé se tiendra du 14 au 15 septembre.

Toujours dans la ville de Kalemie, la section des Affaires civiles a tenu le 12 septembre, la 6ème réunion mensuelle stratégique avec des acteurs de la société civile de Kalemie. La rencontre a porté entre autres, sur la manière dont la société civile pourrait soutenir et intégrer les jeunes dans leurs activités spécifiquement en matière d'éducation, de conflits intercommunautaires, de violence sexuelle et du processus électoral.

Le 15 septembre 2017 la section des Affaires civiles de Kalemie en collaboration avec la section de l'Information publique, animera un point de presse sur les mécanismes de protection des civils et la gestion des conflits.

Activités de l'Equipe-pays :

20 des 26 provinces de la RDC touchées par l'épidémie de choléra

L'épidémie de choléra qui affecte actuellement la République démocratique du Congo (RDC) ne cesse de prendre de l'ampleur puisque ce sont désormais 20 des 26 provinces du pays qui sont touchées, plusieurs grandes villes comme Bandundu-Ville, Bukavu, Goma, Manono, Malemba-Nkulu, Minova, Mokala, Kimpese, Uvira ainsi que certaines zones de santé de Kinshasa.

Le risque de propagation demeure encore très élevé vers la région du Grand Kasai (centre de la RDC) où les conditions sanitaires et sécuritaires dégradées accroissent encore la vulnérabilité face à cette épidémie. L'arrivée imminente de la saison des pluies est un autre facteur aggravant.

A la date du 11 septembre 2017, les autorités de la RDC avaient recensé un total cumulé de 26 120 cas suspects avec 547 décès (taux de létalité : 2,09 %), ce qui représente une hausse des cas de 28 % par rapport à la même période en 2016.

Face à cette situation de plus en plus préoccupante, le Ministère de la Santé Publique a redéfini début août le cadre de la lutte contre cette maladie diarrhéique épidémique par la mise en place d'un programme d'élimination du choléra et de contrôle des autres maladies diarrhéiques.

Il est accompagné dans cette lutte par deux acteurs des Nations Unies, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Outre un rôle de conseil, l'OMS vient de débloquer 400 000 dollars américains pour le déploiement d'équipes techniques dans les zones prioritaires. Elle a également prévu la mise à disposition de produits pharmaceutiques.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

L'UNICEF intervient dans le domaine de l'eau, assainissement et hygiène. Il s'agit par exemple de la mise en place de points de chloration et de points de lavage des mains.

Nouvel incendie d'un site de déplacés dans le Tanganyika

Plus de 3 000 ménages déplacés sans abri, les infrastructures de santé détruites, quatre morts et 23 blessés, tel est le lourd bilan d'un incendie accidentel survenu le samedi 9 septembre dernier sur le site spontané de déplacés de Kalonda.

La mission d'évaluation conjointe des besoins humanitaires regroupant autorités provinciales et acteurs humanitaires, organisée dès lundi, a déterminé que les familles affectées avaient besoin d'abris, de vivres et d'articles ménagers. Depuis le mois d'avril, au moins cinq sites spontanés de Kalemie (Katanika, Moni, Lukwangulo, Kalonda, Kaseke et Kabubili) ont connu des incendies

Lancement des opérations de distributions de vivres aux victimes de Tara

L'Association des Jeunes pour le Développement Communautaire (AJEDEC), une ONG congolaise contractée par le Programme alimentaire mondial (PAM), a commencé lundi 11 septembre, la distribution de vivres aux victimes du glissement de terrain de Tara. Cette assistance est destinée à environ 2 000 personnes et elle représente une ration complète d'un mois. Cinq tonnes de non vivres et autres articles seront également remis prochainement à ces mêmes bénéficiaires.

HCR : Une situation de plus en plus problématique pour les réfugiés centrafricains dans le nord de la RDC

Les réfugiés centrafricains, qui fuient les groupes armés dans leur pays, continuent à arriver en masse en RDC notamment dans des zones difficiles d'accès dans les provinces du Nord-Oubangui et Bas-Uélé.

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), on recensait 167 000 réfugiés centrafricains en RDC fin août dont 64 000 sont des personnes ayant fui la nouvelle vague de violences qui affecte la Centrafrique depuis mi-mai. Le nombre de ces nouveaux arrivés est encore en cours de vérification car la Commission Nationale pour les Réfugiés poursuit leur enregistrement. Selon les autorités locales, le nombre de ces réfugiés serait toutefois bien plus élevé car des milliers de personnes se trouveraient dans des zones éloignées et souvent inaccessibles.

Depuis août, le HCR a fourni de l'aide à plus de 20 000 nouveaux arrivés en distribuant des articles ménagers comme des moustiquaires, des seaux et des kits de cuisine. Le déploiement de cette aide a été problématique en raison du mauvais état des routes dans la région. Dans certaines zones, il a fallu acheminer les articles par camion, pour ensuite les transporter par pirogue, avant de les charger sur des motos et des vélos pour la dernière partie du trajet. Outre cette assistance individuelle, le HCR compte soutenir certaines communautés d'accueil en infrastructures communautaires. En effet, lors de missions menées par le HCR, il a été constaté que dans

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

certains villages, le nombre de réfugiés nouvellement arrivés dépasse de loin celui des habitants congolais, et cela dans des zones où il y a peu de postes de santé ou encore de points d'eau.

UNICEF : Réponse à une question posée la semaine dernière sur la rentrée des classes au Nord-Kivu, le manque de fournitures scolaires et le non-respect du calendrier scolaire

L'absence de fournitures scolaires ne saurait être un motif de non fonctionnement des écoles. Certes l'UNICEF distribue des kits scolaires mais cet appui ne concerne qu'une partie des élèves inscrits en 1^{ère} année. Pour l'année scolaire 2017-2018, la section éducation en province a préféré mettre l'accent sur la mobilisation sociale pour l'inscription en 1^{ère} année et la formation des enseignants.

Le respect du calendrier scolaire relève quant à lui du suivi des services de l'Education primaire, secondaire et professionnelle (EPSP). L'UNICEF, en tant que partenaire de cette institution, mène des actions de sensibilisation et effectue un plaidoyer pour l'effectivité de la scolarisation pour tous les enfants, même en situation d'urgence.

Situation militaire

(Par le Lt-Colonel Serge Haag, porte-parole militaire de la MONUSCO)

Les principales informations de la semaine concernent la situation sécuritaire dans les territoires de **Rutshuru, Lubero, Butembo** et **Beni** au Nord Kivu, où les attaques récurrentes des groupes armés affectent la vie des habitants et toute l'économie locale.

Plusieurs attaques persistantes ont été menées par des éléments présumés Mayi Mayi Nyatura, contre les positions de nos partenaires, les Forces Armées de la République démocratique du Congo, dans les régions de Lubero, Butembo, Rutshuru et Beni.

Un regain de violence, dont plusieurs enlèvements commis par des éléments présumés FDLR / FOCA a été constaté à Mutanda et Bwalanda dans la région de Kiwanja. Ces violences ont entraîné des mouvements des populations vers d'autres localités.

Ainsi, dans le territoire de Rutshuru, près de 120 personnes, essentiellement des femmes, des enfants et des personnes âgées, qui avaient fui Mutanda et Bwalanda le jeudi 7 septembre, ont pu rejoindre leur village grâce aux opérations vigoureuses qui ont été menées par la MONUSCO avec les forces de sécurité et de défense congolaises à Kiwanja.

Ces opérations ont permis de libérer dix personnes dont quatre femmes, enlevées dans le territoire de Rutshuru.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

La MONUSCO a continué à déployer des troupes sur l'ensemble de ces régions, et à maintenir sa présence dans les localités de Kamandi, Lokwanga, Ishasha et Lubero, dans le but de dissuader ces groupes armés d'attaquer et d'assurer la protection de la population civile suite à la fermeture des bases dans certaines de ces localités.

Par ailleurs, le déploiement accru de patrouilles pédestres, motorisées et par hélicoptères, de jour et de nuit, fondé sur le concept de la mobilité et la flexibilité des interventions militaires de la Force de la MONUSCO permet de maintenir une forte pression contre ces éléments négatifs, afin de les forcer à abandonner leurs activités criminelles et illégales et à se rendre volontairement.

Enfin, la MONUSCO et les forces de sécurité et de défense congolaises poursuivent sans relâche leurs opérations dans toutes ces provinces affectées par la violence, pour contrer ces activités négatives et protéger les populations civiles.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04